

## LA LETTRE DU BRÉSIL

### Nordeste

Cap au Nordeste, telle est la devise de ce mois de novembre.

La réunion entre les gouverneurs du Nordeste et le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères avait été un moment important du séjour au Brésil de Jean-Yves Le Drian fin juillet. Cela avait été l'occasion de rappeler que l'action de la France s'adressait à tous les Brésiliens.

Le match retour illustré par le déplacement des gouverneurs à Paris a eu lieu en Novembre.

Le Nordeste représente aujourd'hui près de 30% de la population brésilienne mais moins de 15% de son PIB. C'est une illustration sans fard du retard en termes de développement de cet espace qui souffre bien entendu aujourd'hui du niveau très faible des investissements publics et de l'attraction qu'exerce à l'égard des investisseurs privés le sud du Brésil, à commencer par l'état de Sao Paulo.

Cette zone qui a choisi de se regrouper en consortium afin de définir une image mais aussi de rationaliser ses moyens est aujourd'hui un espace à considérer de plus près pour écrire un nouveau chapitre de la relation bilatérale. La France institutionnelle y est déjà présente à travers un consulat général implanté à Recife et son dispositif de consuls honoraires, le solide réseau des alliances françaises, la prospection engagée par l'AFD.

La présence d'entreprises françaises lors de la réunion économique le 18 novembre à Bercy a montré aux gouverneurs qu'il y avait des partenariats existants et à développer dans cette zone du pays. En rachetant à TAG un réseau de gazoducs vers le Nordeste au printemps, ENGIE a consolidé ce regard vers le Nordeste. Energies renouvelables, ville durable, illustrent ainsi la possibilité de développer et de consolider la présence française au Brésil en mettant ainsi en oeuvre des projets illustrant une volonté sur le plan local de lutter contre les effets du changement climatique.

Contact : [olivier.remond@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.remond@dgtresor.gouv.fr)

### Pourquoi le real se déprécie, alors que le risque pays baisse au Brésil ?

Depuis quelques mois, une sorte d'énigme entoure le comportement du cours du real. Certes, dans un régime de change flottant comme le Brésil, le cours de la devise est probablement la variable économique la plus difficile à effectuer pour les prévisionnistes. Or il y a un consensus parmi les analystes pour affirmer que certains des principaux fondamentaux domestiques auraient dû oeuvrer pour une appréciation du real depuis le début de l'année : l'austérité budgétaire, le lancement d'un programme de réformes pro-marché et l'approbation de la réforme des retraites ont généré des perspectives de stabilisation de la trajectoire de la dette publique, abaissant notablement la prime de risque pays (par exemple, le EMBI+ s'est réduit de 35 p.b). Alors que ça aurait dû améliorer l'attractivité des actifs en reais, la monnaie brésilienne a perdu plus de 12% de sa valeur vis-à-vis le dollar et 9% par rapport à l'euro en 2019.

Pourquoi cette dépréciation si significative, alors que les analystes tablaient sur une appréciation encore il y a quelques mois ?

Sur le court terme, le marché des changes est volatile et a tendance à surréagir à des épisodes ponctuels (échec de la « *cessão onerosa* »), voire à des propos inattendus des autorités économiques (comme ceux du ministre de l'économie P. Guedes laissant entendre qu'il faudra s'habituer à un nouvel équilibre caractérisé par un real faible).

Or la chute des entrées nettes de dollars en 2019 derrière la forte dépréciation du real s'inscrit dans une tendance de fond liée, dans une grande mesure, à l'environnement international.

D'une part, le différentiel historiquement bas entre le taux d'intérêt des actifs en reais et celui des actifs en dollars réduit l'intérêt des investisseurs étrangers pour le Brésil (qui craignent d'ailleurs une « contagion » de l'instabilité sociale d'autres pays de la région), tandis qu'il induit les entreprises brésiliennes à se désendetter en devises et tirer leurs ressources sur le marché de capitaux domestique (devenu relativement moins cher). D'autre part, l'on observe une réduction importante des exportations nettes suite à un ralentissement de la demande externe, notamment de certains partenaires commerciaux clés du Brésil.

Contact : [julio.ramos-tallada@dgtresor.gouv.fr](mailto:julio.ramos-tallada@dgtresor.gouv.fr) ; [vincent.guiet@dgtresor.gouv.fr](mailto:vincent.guiet@dgtresor.gouv.fr)

**Activité**  
Croissance du PIB T3  
2019  
+0,6% t.t

**Prix**  
Inflation  
IPCA (glissement  
annuel, octobre 2019)  
+2,5%

**Emploi**  
Taux de chômage  
11,6% (octobre 2019)

**Taux de change**  
BRL/EUR  
Cours au 03/12 : 4,66  
Variation mensuelle :  
+4,3% (dépréciation  
du real)

**Projections**  
Croissance du PIB  
2019 (survey BCB)  
+0,99% (contre  
+0,92% le mois  
dernier)

## Le Sommet des BRICS à Brasilia ou l'art délicat de l'équilibrisme

Le Brésil a accueilli à Brasilia, les 13 et 14 novembre dernier, le XI<sup>ème</sup> sommet des BRICS, avec pour thème principal de cette rencontre « croissance économique pour un futur novateur ». Outre le Brésil, cette rencontre réunissait les dirigeants de la Russie (Vladimir Poutine), de l'Inde (Narendra Modi) et de la Chine (Xi Jinping) et de l'Afrique du Sud (Cyril Ramaphosa).

Tenue dans un contexte de guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis, cette « rencontre entre de vieux amis » comme l'a qualifiée Jair Bolsonaro constituait un exercice délicat pour l'exécutif brésilien, soucieux de renforcer sa relation commerciale avec cet incontournable partenaire asiatique (la Chine représente 26,8% des exportations brésiliennes en 2018 et 89% des exportations des matières premières) tout en ménageant son allié américain, sur fonds par ailleurs de tensions régionales et de divergences autour du dossier vénézuélien.

Les 5 dirigeants se sont notamment prononcés, dans leur déclaration finale (1), pour un multilatéralisme renforcé et réformé (intégrant davantage les pays émergents et en développement, notamment dans le processus de décision), pour l'ouverture commerciale et la lutte contre le protectionnisme ainsi que pour le renforcement des relations commerciales intra-BRICS. Le document réaffirme par ailleurs l'engagement de ces 5 pays vis-à-vis de l'Accord de Paris, tout en enjoignant les pays développés à augmenter leurs financements, dans ce domaine, en faveur des pays en développement.

Plusieurs observateurs ont fait remarquer toutefois que contrairement à l'usage, pour ce sommet, aucune invitation n'avait été étendue aux pays voisins et que les situations sociales tendues des autres pays de la zone ne sont pas mentionnées dans le communiqué.

On notera enfin le changement de discours du Président brésilien vis-à-vis de la Chine qui, selon ses déclarations, fait "de plus en plus partie de l'avenir du Brésil" là où le candidat Bolsonaro accusait, lors de la campagne, Pékin de vouloir « acheter le Brésil ». Le Ministre de l'Economie (Paulo Guedes), quant à lui, est allé jusqu'à évoquer la possibilité d'un accord de libre-échange Chine-Brésil. Une éventualité toutefois difficile à envisager, à ce stade, compte tenu des règles internes du Mercosul.

Contact : [anne.bernard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtrésor.gouv.fr)

Trade Information Brazil - BRICS Countries in 2018 (US\$ billion, FOB)					
	Russia	India	China	South Africa	Total
<b>Bilateral Exchange</b>	5.028	7.56	98.935	2.026	113.549
<b>Exports</b>	1.655	3.9	64.205	1.363	71.123
<b>Imports</b>	3.373	3.66	34.730	0,663	42.426
<b>Balance</b>	-1.718	0.24	29.475	0,7	28.697

<http://brics2019.itamaraty.gov.br/en/about-brics/economics-and-commercial-data>

(1) <http://www.itamaraty.gov.br/en/press-releases/21084-11th-brics-summit-brasilia-declaration>

## La nécessaire réforme du secteur pétrolier

L'échec de la vente de droits d'extraction de pétrole en zone pré-salifère (Cessão Onerosa), le 6 novembre dernier, avec l'attribution de deux lots seulement sur quatre proposés et l'absence des majors étrangères hormis les chinoises CNODC et CNOOC, a été suivi, le lendemain, de celui de la session d'enchères pour l'attribution de cinq nouveaux blocs d'exploration selon le régime du partage de production (« partilha de produção »), au cours de laquelle une seule offre, émanant d'un consortium formé de Petrobras et CNODC, a été présentée. De l'avis général, il est indispensable de revoir l'environnement législatif du secteur, afin en particulier de modifier les modalités d'attribution des blocs d'exploration et production et les conditions d'intervention des compagnies étrangères.

La présidente de l'Institut brésilien du Pétrole (IBP), Clara Lins, et le directeur général de L'Agence nationale du Pétrole, du gaz naturel et des biocarburants (ANP), Décio Oddone, se sont prononcés pour l'abandon du régime du partage de production, mis en place en 2010, qui prévoit le versement à l'Union, par les compagnies et consortiums attributaires, d'un bonus de signature fixe élevé puis d'un pourcentage de leur bénéfice pétrolier (« óleo-lucro ») défini lors de la cession, le bloc étant octroyé au mieux disant.

Un régime de concession simple serait selon eux mieux adapté aux blocs restant aujourd'hui à attribuer, de taille globalement moindre et présentant un risque exploratoire plus élevé. Ce régime permettrait une négociation des bonus de signature et une réduction globale des coûts et incertitudes pour les compagnies étrangères. L'abandon du droit de Petrobras de préempter l'opération des blocs proposés apparaît également indispensable pour raviver l'appétence des majors étrangères pour un site Brésil toujours considéré comme onéreux (le coût de la production dans le pré-salifère brésilien est aujourd'hui globalement élevé, de l'ordre de 40 à 50 USD/baril).

Ces réformes sont d'autant plus urgentes que la demande mondiale de pétrole pourrait se réduire très significativement à partir de 2030 ; le Brésil disposerait donc d'une fenêtre d'opportunité relativement étroite. En outre, selon les prévisions de l'IBP et de l'ANP, le secteur pourrait susciter des investissements 1 500 à 1 800 Mds R\$ (330 à 400 Mds EUR) au cours des 30 prochaines années, et générer d'ici 2030 la création de 400 000 emplois, soit un doublement de ses effectifs.

Contact : [cyril.darneix@dgtrésor.gouv.fr](mailto:cyril.darneix@dgtrésor.gouv.fr)

## Actualité des entreprises françaises au Brésil

**Engie Brasil Energia** a réalisé un bénéfice net de 742,7 millions de réais au troisième trimestre de 2019, un chiffre en augmentation de 56,2% par rapport à l'an dernier. Ce résultat s'explique entre autres par l'acquisition du réseau de gazoducs TAG, et le début des opérations des parcs éoliens de Campo Largo 1 et Umburanas dans l'Etat de Bahia. L'entreprise devrait participer aux enchères de transmission d'électricité de l'Agence Nationale de l'Energie Electrique (Aneel) le 19 décembre prochain. [*Valor*, 6/11/2019]

Par ailleurs, désormais entreprise d'Engie, TAG veut investir dans le stockage du gaz et la connexion de son réseau de gazoducs aux terminaux d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié des Etats du Sergipe et de Rio de Janeiro. [*Valorinveste*, 13/11/2019]

**Saint-Gobain** devrait terminer l'année 2019 avec une croissance de 7% de ses activités au Brésil, grâce à l'augmentation des ventes de vitres pour le secteur automobile et la construction civile. L'entreprise prévoit notamment de continuer à développer son enseigne TelhaNorte (notamment à São Paulo dans le but d'atteindre les 10% de croissance en 2020) ainsi que Brasilit et Weber – détentrice de la marque Quartzolit. [*ValorEmpresas*, 5/11/2019]

**Carrefour**, pour qui le Brésil représente le 2<sup>ème</sup> marché après la France, poursuivra ses investissements au Brésil. Le groupe prévoir Les investissements prévus pour 2020 pourraient atteindre 2 milliards de reais [*Les Echos Investir*, 7/11/2019], [*ValorEmpresas*, 14/11/2019]

**Le groupe GPA de Casino** a signé un accord avec la chaîne de pharmacies Raia Drogasil pour créer un programme de fidélité en joint-venture d'ici le deuxième trimestre de 2020. Les clients pourront accumuler des points en consommant dans les magasins Extra et Pão de Açúcar du groupe Casino, et les pharmacies Drogasil et Droga Raia du groupe RD. [*Reuters*, 27/11/2019]

**Total** a annoncé le démarrage de la production du projet Iara, situé dans les eaux profondes du bassin pré-salifère de Santos. Il s'agit du démarrage du FPSO P-68, la première des deux unités flottantes de production, de stockage et de déchargement (FPSO) déjà lancées qui seront déployées sur le bloc. Le second, le P-70, devrait entrer en production en 2020. [*Boursier*, 15/11/2019]

**Atos** annonce l'extension de la capacité du supercalculateur Santos Dumont installé à Petrópolis, Etat de Rio de Janeiro. Il fonctionnera désormais avec une capacité de traitement cinq fois plus importante que sa capacité originale, ce qui confirme sa position de supercalculateur dédié à la recherche le plus puissant d'Amérique Latine. L'extension de sa capacité est une initiative menée conjointement avec le consortium 'Libra', dirigé par Petrobras, qui vise à soutenir le développement de la recherche dans le secteur pétrolier et gazier. [*GNT*, 26/11/2019]

Contact : [anne.bernard@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtresor.gouv.fr)  
Avec l'appui de *Quentin Lambert (stagiaire)*

*Service Economique Régional du Brésil*

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : [@BresilEco](https://twitter.com/BresilEco)

*Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication*